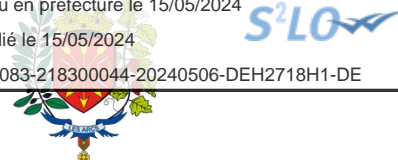




**OFFICE NATIONAL DES FORETS
ALPES-MARITIMES VAR**

Envoyé en préfecture le 15/05/2024
Reçu en préfecture le 15/05/2024
Publié le 15/05/2024
ID : 083-218300044-20240506-DEH2718H1-DE



LES ARCS SUR ARGENS

FORET COMMUNALE DES ARCS SUR ARGENS

CONCESSION DE TERRAIN POUR PARCAGE D'ANIMAUX DOMESTIQUES POUR ENTRETIEN DE DEBROUSSAILLEMENT DFCI

ENTRE

1) La Commune des Arcs sur Argens, représentée par son Maire, Mme Nathalie GONZALES, autorisé par délibération du Conseil Municipal en date du ____ / ____ / _____, assistée de l'Office National des Forêts représenté par Monsieur Gildas REYTER responsable du service forêt de l'Agence territoriale Alpes-Maritimes - Var, dont les bureaux pour le Var sont situés, 101 chemin du San-Peyre 83220 LE PRADET,

Ci-après désigné la Commune, **d'une part,**

ET

2) Monsieur Philippe FOURNIER, domicilié au 241 chemin de la Castellane - 83240 CAVALAIRE SUR MER.

Ci-après désigné le concessionnaire, **d'autre part,**

LESQUELS ONT EXPOSE QUE

Le signataire déclare bien, connaître le lot à tous égards et reconnaît expressément avoir pris connaissance des clauses et conditions de la concession ainsi que des dispositions de l'article L.411.2 du Code Rural excluant l'application du statut des baux ruraux.

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT

ARTICLE 1 - OBJET

Le concessionnaire dispose d'un parcage sur un terrain privé appartenant au Domaine des Canebières sur la périphérie des zones bâties. Son troupeau constitué de 25 à 35 asins a vocation à entretenir le débroussaillage de protection mis en œuvre par le domaine pour diminuer la masse combustible au-delà du périmètre imposé par les Obligations Légales de Débroussaillage.

Le concessionnaire est autorisé à étendre son parcage sur une partie de terrain de la forêt communale des Arcs sur une superficie de 3,30 ha.

ARTICLE 2 - CONDITIONS GENERALES

De manière générale, le concessionnaire s'engage sur l'ensemble du territoire concédé à :

- Respecter les limites des secteurs attribués et, en particulier, à ne pas faire pâturer les zones non défensables,
- Ne pas allumer de feu de quelque nature que ce soit en tout temps de l'année,
- Donner l'alerte pour tout départ de feu,

- Informer la commune et le technicien forestier territorial de l'ONF dont il aurait été témoin,
- Entretenir annuellement dans les règles de l'art les équipements qui seraient mis à sa disposition,
- Ne pas dégrader le milieu naturel ; en particulier tout abattage d'arbres et implantations diverses sont interdits sans autorisation expresse de la commune et du technicien forestier territorial de l'ONF,
- N'introduire que des animaux en conformité avec la réglementation sanitaire,

Si la commune ou l'ONF constataient le dépôt de matériaux divers, caravanes, épaves..., une notification serait transmise au concessionnaire afin qu'il procède sans délais à la remise en état des lieux. Si le concessionnaire ne s'exécutait pas, l'ONF procéderait à cette remise en état aux frais du concessionnaire et pourrait mettre fin au présent contrat.

En début de chaque année, le concessionnaire devra informer la commune et le technicien forestier territorial de l'ONF de sa date d'arrivée sur le site ainsi que de l'itinéraire technique prévisionnel.

ARTICLE 3 – CONDITIONS PARTICULIERES

Toute modification de l'effectif maximum ne pourra prendre effet qu'après la passation préalable d'un avenant.

Les zones débroussaillées par le Domaine des cannebières sont des zones d'intérêt DFCI sur lesquelles le concessionnaire assurera le raclage de la strate herbacée.

ARTICLE 4 – MISE EN DEFENS

La présence des animaux sera interdite dans les zones non comprises dans le périmètre de la concession (cf. plan joint).

A la suite de travaux sylvicoles ou de régénération, la commune pourra demander au concessionnaire de mettre en défens certaines parcelles. La nature de la protection et la durée de la mise en défens seront définies conjointement par la commune et le concessionnaire lors de la réalisation des travaux.

ARTICLE 5 – DUREE - RENOUELEMENT

La présente concession porte sur une durée de 6 années à compter du 01/01/2024 au 31/12/2029.

Il n'y aura pas de tacite reconduction. Le renouvellement éventuel devra faire l'objet d'une nouvelle concession.

ARTICLE 6 - REDEVANCE

Le concessionnaire versera à la caisse du receveur de la commune **une redevance annuelle de 120 €.**

En complément, une somme forfaitaire de **90 €**, majorée du taux de TVA en vigueur au moment de l'émission de la facture, sera exigible par l'ONF à la signature de l'acte pour frais de dossier.

Elle sera réglée par le concessionnaire en début d'année civile, avant la fin du 1^{er} trimestre, sur présentation de la facture correspondante.

Le montant de la redevance pourra être réajusté en cas de renouvellement de la concession.

ARTICLE 7 - PRESERVATION DU MILIEU NATUREL

Dans l'hypothèse où des dégâts susceptibles de remettre en cause l'intégrité du milieu naturel et la pérennité des peuplements forestiers seraient constatés, la commune se réserve la possibilité de demander au concessionnaire de procéder à ses frais à la protection du peuplement considéré ou, à défaut, au retrait des animaux.

ARTICLE 8 - MATERIEL

Pour l'implantation de clôtures fixes et/ou mobiles, le concessionnaire devra en faire la demande écrite à la Commune. Un protocole définira avec la Commune assistée de l'ONF les modalités d'implantation.

Le concessionnaire prend en charge l'entretien dans les règles de l'art des clôtures. Il devra entre autres s'assurer :

- À ne pas laisser sur le site des chutes de fils ou des parties de clôtures partiellement démontées,
- À ne pas utiliser sur le site des panneaux métalliques ou tout autres objets pouvant être assimilés à des détritrus,
- D'entretenir annuellement le layon au niveau du passage des clôtures.

En cas de rupture de contrat, le concessionnaire s'engage avant son départ à remettre les lieux en état, par la dépose des parcs-clôtures ou tout autre matériel, et à en assurer l'évacuation du site.

ARTICLE 9 - SURVEILLANCE DU TROUPEAU

Le concessionnaire est responsable de la surveillance de son troupeau. Au cas où il n'exercerait pas lui-même cette surveillance, le concessionnaire serait alors tenu de désigner un représentant chargé de régler les problèmes courants posés par la gestion de son troupeau (divagation, détérioration des équipements, abreuvement des animaux...) et d'en faire part à la commune et au technicien forestier territorial de l'ONF.

ARTICLE 10 - RESPONSABILITE

Le concessionnaire reste responsable des dommages causés aux personnes et aux biens qui résulteraient de l'exercice de la présente concession.

Il devra obligatoirement contracter une assurance en responsabilité civile.

ARTICLE 11 - AUTRES USAGES

La concession n'est pas exclusive de toute autre activité ou usage sur les terrains ainsi concédés.

La commune et l'ONF peuvent notamment y pratiquer ou y autoriser :

- Les interventions sylvicoles,
- Les récoltes de menus produits y compris les fruits forestiers,
- Les récoltes de tous produits du sol et du sous-sol, à l'exclusion de l'herbe,
- Le droit de chasse,
- L'accueil du public (sentier de randonnée, etc.),
- Les exercices militaires ne nécessitant pas l'utilisation d'hélicoptères ou d'engins à roues ou à chenilles,
- Les opérations de brûlage dirigé.

Le concessionnaire se tiendra informé des principales activités ou usages s'exerçant sur les terrains concédés au présent acte.

ARTICLE 12 - INDEMNISATION

Aucune indemnisation ne pourra être réclamée par le concessionnaire pour diminution de jouissance résultant d'incendie, d'exploitation de coupes, de travaux sylvicoles, ou protection contre les incendies exécutés par la commune ou l'animateur du PIDAF.

ARTICLE 13 - RESILIATION

Il pourra être mis fin à la présente concession, chaque année, par chacune des deux parties, avec un préavis de trois mois par lettre recommandée avec avis de réception :

- Par la commune et/ou l'ONF, pour non-respect par le concessionnaire des engagements prévus à la présente concession,
- Par le concessionnaire, pour cas de force majeure ou pour cessation d'activité.

ARTICLE 14 - REMISE EN ETAT DES LIEUX

La Commune pourra, après mise en demeure infructueuse, exécuter ou faire exécuter d'office, aux frais du concessionnaire, les travaux de rétablissement des lieux dans leur état initial, dès la constatation de travaux réalisés sans autorisation sur les terrains concédés, ou en cas d'implantation sans autorisation de barrières, clôtures, parcs fixes ou mobiles ou de toute autre installation.

ARTICLE 15 - ENREGISTREMENT

La présente concession, établie en 3 exemplaires originaux destinés à la commune, au concessionnaire et l'ONF, est dispensée d'enregistrement.

ARTICLE 16 - CORRESPONDANT LOCAUX

Le Chef de Triage local
La Commune

☎ 06 19 14 98 53
☎ 06 84 75 78 89

Le correspondant privilégié du concessionnaire est le Chef de Triage local.

PJ. - Cartographie du site

A Les Arcs sur Argens, le _____ Le concessionnaire (Signature précédée de la mention « Lu et approuvé »)	A Les Arcs sur Argens, le _____ Le Représentant de la commune
---	--

Visa ONF
Pour le Directeur de l'Agence territoriale et par délégation
Le Responsable du service forêt

Gildas REYTER

Envoyé en préfecture le 15/05/2024

Reçu en préfecture le 15/05/2024

Publié le 15/05/2024

ID : 083-218300044-20240506-DEH2718H1-DE

S²LOW



0 55 110 220 m

RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

Office National des Forêts
Agence Alpes-Maritimes / Var

FORÊT COMMUNALE
LES ARCS SUR ARGENS
M FOURNIER

